Microfinance et développement de l'entrepreneuriat

Ruphin Ndjambou, D. Sg
Institut National de Sciences de Gestion, Gabon

INTRODUCTION

La microfinance désigne les dispositifs permettant d'offrir des crédits de faible montant « microcrédits » à des familles pauvres pour les aider à conduire des activités productives ou génératrices de revenus leur permettant ainsi de développer leurs très petites entreprises.

La microfinance désigne les dispositifs permettant d'offrir des crédits de faible montant « microcrédits » à des familles pauvres pour les aider à conduire des activités productives ou génératrices de revenus leur permettant ainsi de développer leurs très petites entreprises. Depuis quelques décennies, elle est au carrefour de toutes les politiques de développement des nations, tant celles du Nord que du Sud. Elle semble avoir acquis, ces deux dernières décennies, une emprise dont l'impact paraît irréversible. En 1998, l'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé l'année 2005, année internationale du microcrédit. Cet intérêt pour la microfinance a favorisé le développement des systèmes financiers décentralisés (SFD) qui s'adressent essentiellement aux demandeurs de crédits, exclus du système bancaire traditionnel.

Les résultats obtenus dans le développement de nombreuses micro-entreprises par la Grammen Bank créée en 1974 par le Nobel Muhammad Yunus, l'appui des Nations Unies et d'autres organismes internationaux ont contribué à la naissance un peu partout et même en Afrique des SFD avec les Institutions de Microfinance (IMF). Selon la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), les institutions de microfinance sont des entités agréées qui, n'ayant pas de statut de banque ou établissement financier, pratiquent à titre habituel des opérations de crédit et/ou de collecte de l'épargne et offrent des services financiers

spécifiques au profit des populations évoluant pour l'essentiel en marge du circuit bancaire traditionnel. Les institutions de microfinance semblent jouer un rôle capital dans le développement de l'entrepreneuriat en Afrique. L'entrepreneuriat est ici défini comme étant le processus de réalisation de projets, de perception d'opportunités et d'imagination de façon à répondre à un besoin avant que d'autres ne le fassent. Au Cameroun, par exemple, les microcrédits représentent 26 % du montant total des prêts accordés aux femmes et 5 % de l'enveloppe globale contribue au développement de l'entrepreneuriat corporatif¹. Les institutions de microfinance couvrent l'encours de prêts en Afrique Centrale et Orientale, alors que la moyenne africaine est de 96 %².

Le Gabon est confronté à des difficultés de deux ordres : les handicaps non levables (faible population et étroitesse de marché) et les handicaps levables (problèmes techniques, de financement et de gestion). À cela s'ajoutent, désormais, la précarité, la pauvreté ambiante par l'exclusion, la fragilité des revenus.

Dans l'Eldorado de l'Afrique centrale, les choses semblent être différentes. Le Gabon est confronté à des difficultés de deux ordres : les handicaps non levables (faible population et étroitesse de marché) et les handicaps levables (problèmes techniques, de financement et de gestion)³. À cela s'ajoutent désormais la précarité, la pauvreté ambiante par l'exclusion, la fragilité des revenus. Dans un tel contexte, nous pensons qu'en mettant en place des produits financiers innovants propices à la réduction de l'exclusion, la microfinance pourrait être considérée comme un outil ou un instrument de développement de l'entrepreneuriat au Gabon.

C'est dans cette optique que cet article propose un cadre théorique pour mieux comprendre l'impact de la microfinance sur l'entrepre-

neuriat. Quelques résultats empiriques seront aussi présentés en vue de tester la validité du modèle à la base de cette étude.

1. LE LIEN ENTRE MICROFINANCE ET ENTREPRENEURIAT

1.1 Théories relatives à la microfinance

La revue de la littérature fait état de typologies de théories explicatives du phénomène de microfinance à savoir les théories contractualistes et les théories de la gouvernance. Pour les théoriciens contractualistes, le contrat qui se noue entre les individus est un mode de coordination de l'activité économique alternatif au marché. En Afrique, en particulier, ce type de contrat trouve sa genèse dans le refus des banques commerciales à financer les micro-entrepreneurs. Face à cet obstacle majeur, ces derniers ont dû recourir à des sources de financement informelles (tontine, djangui, banquiers ambulants) fondées sur des relations personnelles fortes et caractérisées par une très grande souplesse dans les transactions financières à court terme⁴. Les facteurs de succès de ces activités ont été la proximité entre prêteurs informels et micro-entrepreneurs, ainsi que l'exploitation de la pression sociale comme mécanisme incitatif, d'où là l'émergence de deux types d'approches : approche du « *bien-être social* » et approche « *institutionnaliste* ».

Les investisseurs sociaux qui subventionnent les institutions de microfinance ne sont pas nécessairement motivés par la recherche personnelle du profit financier, mais plutôt par le désir de contribuer à la réduction de la pauvreté. Ces donateurs sont avant tout soucieux de réaliser un rendement social ou « intrinsèque » en œuvrant pour le bien-être public.

La première approche, « *bien-être social* », conçoit la microfinance comme un programme intégré de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité en vue d'améliorer le bien-être des populations pauvres⁵. Les investisseurs sociaux qui subventionnent les institutions de microfinance ne sont pas nécessairement motivés par la recherche personnelle du profit financier, mais plutôt par le désir de contribuer à la réduction de la pauvreté. Ces donateurs sont avant tout soucieux de réaliser un rendement social ou

« intrinsèque » en œuvrant pour le bien-être public. Dans ce cas, on parle alors de massification des crédits en termes d'accessibilité aux microcrédits et de proximité géographique des services financiers.

En revanche, la seconde approche « *institutionnaliste* », soutenue par la Banque Mondiale et les Nations Unies, préconise l'atteinte de la viabilité financière et institutionnelle des programmes de microfinance dans un horizon temporel de cinq à douze ans. L'objectif poursuivi n'étant pas le bien-être social, mais plutôt l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les exclus du secteur bancaire traditionnel. Dans ce cas de figure, la microfinance doit désormais être une partie intégrante du système financier dans son ensemble et ne plus se confiner à un créneau de réduction spécifique de la pauvreté⁶. Ainsi, cette approche met en exergue la problématique de pérennité des institutions de microfinance à travers le triple défi de viabilité financière, de l'autonomie organisationnelle et de la reconnaissance juridique. Ces défis ouvrent le débat sur la gouvernance en microfinance.

La théorie de la gouvernance de la microfinance se divise en trois courants de pensée : théorie de l'agence, théorie des coûts de transaction et théorie de l'architecture organisationnelle. La théorie de l'agence propose d'aligner les intérêts des micro-entrepreneurs sur ceux des institutions de microfinance dans le but de minimiser les coûts d'agence et de garantir les intérêts des parties prenantes⁷. La théorie des coûts de transaction propose de mettre simultanément un contrat formel vérifiable par une tierce partie et une structure de gouvernance destinée à encadrer l'exécution de ce contrat par les deux parties dans le but de minimiser les coûts de coordination des actions individuelles et donc de pérenniser les institutions de microfinance. La théorie de l'architecture organisationnelle s'appuie sur deux dimensions de base de la théorie de l'agence à savoir : l'allo-

cation des droits au sein d'une organisation et la conception d'un système de contrôle. Ces deux dimensions permettent d'évaluer de façon permanente la performance de l'organisation et de ses acteurs.

L'objectif de la pérennisation des institutions de microfinance et de la massification des crédits est conditionné par la mise en place des systèmes de gouvernance appropriés et adaptés aux spécificités culturelles de l'environnement.

L'objectif de la pérennisation des institutions de microfinance et de la massification des crédits est conditionné par la mise en place des systèmes de gouvernance appropriés et adaptés aux spécificités culturelles de l'environnement. La massification des crédits et la pérennisation des institutions de microfinance vont servir de référent théorique pour l'étude de leur contribution au développement de l'entrepreneuriat.

1.2 Théories relatives à l'entrepreneuriat

L'entrepreneuriat est un concept tellement complexe et hétérogène qu'il convient de classer les différentes définitions avancées par les auteurs selon quatre courants de pensée ou paradigmes⁸. Premièrement, le paradigme de l'opportunité d'affaires définit l'entrepreneuriat comme la capacité à créer ou à repérer des opportunités d'affaires et à les exploiter⁹. L'opportunité est considérée avant tout comme une source de profit rendue possible par l'existence d'une demande solvable et des ressources requises disponibles. Ce paradigme tente d'intégrer, à la fois l'approche processuelle (découverte, évaluation et exploitation de l'opportunité) et les individus (découvreurs, évaluateurs et exploiters). Deuxièmement, le paradigme de la création d'une organisation définit l'entrepreneuriat comme la création d'une organisation par une ou plusieurs personnes¹⁰. Il est important de préciser que la notion d'organisation ne se réduit pas à celle d'entreprise. Les adeptes de ce courant de pensée considèrent l'organisation aussi bien comme un moyen et un résultat du processus entrepreneurial. Troisièmement, le paradigme de la création de valeur cerne l'entrepreneuriat comme un processus de création de la valeur qu'elle soit individuelle, économique ou

sociale¹¹. Depuis plusieurs années, le programme de recherche international *Global Entrepreneurship Monitor* (GEM), initié par Paul Reynolds, s'efforce de démontrer l'existence de liens forts entre les activités entrepreneuriales, la création de valeur et la croissance économique dans de nombreux pays. Quatrièmement, le paradigme de l'innovation, qui prend racine dans les travaux de Schumpeter sur l'entrepreneuriat et l'économie, accorde une importance capitale à l'innovation dans la définition de l'entrepreneuriat. L'innovation permet de différencier les entrepreneurs des propriétaires et des dirigeants des PME.

L'intégration des différents courants théoriques met en évidence non seulement l'opportunité et la création d'une organisation, mais aussi l'opportunité et la création de valeur.

L'intégration des différents courants théoriques met en évidence non seulement l'opportunité et la création d'une organisation, mais aussi l'opportunité et la création de valeur¹². L'approche multiparadigmatique relativise le caractère hégémonique que certains ont bien voulu prêter au paradigme de l'opportunité et montre que celui-ci est apparu comme un complément aux autres courants qui traversent le champ de l'entrepreneuriat. En somme, aux fins de cette recherche et à la lumière de la revue de la littérature que nous venons de faire sur le concept de l'entrepreneuriat, nous retiendrons la création d'organisation ou d'entreprises et la création de valeur ou d'emplois comme variables explicatives du phénomène de l'entrepreneuriat dans l'analyse de ses liens avec la microfinance.

1.3 Impact de la microfinance sur l'entrepreneuriat

La microfinance est reconnue comme un mécanisme destiné à déclencher ou à soutenir le développement économique et social en encourageant les activités entrepreneuriales. La microfinance peut offrir divers avantages induits, notamment en tant que composante des stratégies de réduction de la pauvreté, contribuant ainsi aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Au Cameroun, les femmes ont une culture de l'épargne qui provient de leur pratique lointaine de tontines, des associations rotatives d'épargne et de crédits et elles bénéficient de plus de 46 % de l'enveloppe globale des crédits distribués pour financer les microprojets selon la Mutuelle financière des femmes africaines.

Les programmes de microfinance contribuent aux OMD en apportant aux ruraux à faibles ressources une occasion de développer les activités génératrices de revenus dans leur exploitation et à l'extérieur. L'augmentation des revenus des femmes a des effets positifs sur la nutrition des enfants, sur leur éducation et leur bien-être. Par exemple, au Cameroun, les femmes ont une culture de l'épargne qui provient de

leur pratique lointaine de tontines, des associations rotatives d'épargne et de crédits et elles bénéficient de plus de 46 % de l'enveloppe globale des crédits distribués pour financer les microprojets selon la Mutuelle financière des femmes africaines.

Une étude sur la portée et les performances des institutions de microfinance montre trois résultats significatifs en Afrique Centrale : Les institutions de microfinance couvrent l'encours de prêts en Afrique Centrale et Orientale alors que la moyenne africaine est de 96 %; une personne investit quatre fois plus dans une institution de microfinance et le solde moyen de l'épargne par habitant est pratiquement deux fois plus élevé que celui d'un africain et occupe le premier rang.

2. CADRE CONCEPTUEL ET HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

Le modèle d'analyse illustré à la figure 1 comprend deux niveaux : la microfinance et le développement de l'entrepreneuriat. La microfinance est analysée à partir de deux construits théoriques à savoir la massification du crédit et la pérennisation des institutions de microfinance. Le développement de l'entrepreneuriat est expliqué non seulement par la création d'entre-

prises, la création de valeur selon la littérature consultée, mais également par la création d'emplois et la réduction du chômage que nous ajoutons pour bonifier notre étude par rapport aux travaux antérieurs. La présentation du modèle de recherche nous amène à décrire chaque concept et sa variable de mesure.

Figure 1 : Modèle d'analyse entre microfinance et entrepreneuriat

Rappelons que le construit théorique de microfinance est composé de deux concepts, à savoir la massification du crédit et la pérennisation des institutions de microfinance. La massification du crédit renvoie à la capacité à répondre à une demande massive de microcrédits¹³. Il s'agit de la couverture d'une plus grande partie (surtout des pauvres dans le cadre de l'action des institutions de microfinance). Elle est mesurée par quatre variables, notamment la facilité de prêt et l'accessibilité massive aux microcrédits (FPA), les stratégies d'accompagnement des emprunteurs démunis (SAE), la proximité géographique des services financiers (PGS) et la volonté de vulgarisation des microcrédits (VDM). Tirée de l'approche institutionnaliste, la pérennisation des institutions désigne l'atteinte de la viabilité financière et institutionnelle des programmes de microfinance dans un horizon temporel de cinq à douze ans selon les Nations Unies. Elle est mesurée dans cette étude par la fourniture durable des services financiers (FDS), la disponibilité des programmes de microcrédits (DPM), la longévité territoriale de ces institutions (LTI) et leur viabilité financière et technique (VFT). Pour sa part, le construit théorique de développement de l'entrepreneuriat

se décompose en quatre concepts : création d'entreprises, création de valeurs, création d'emplois et réduction du chômage. Le développement de l'entrepreneuriat est la transformation d'un problème en opportunité d'affaires¹⁴. Cette transformation se traduit par l'apport des richesses et des emplois¹⁵. Les variables retenues pour expliquer le développement de l'entrepreneuriat en contexte gabonais rejoignent l'approche du bien-être social développé dans les théories contractuelles. Pour les fins de cette étude, le tableau 1 présente une synthèse du cadre opérationnel dont les hypothèses méritent d'être précisées. L'hypothèse générale est à l'effet que la microfinance adaptée à la politique institutionnaliste a une influence significative sur le développement de l'entrepreneuriat. De cette hypothèse générale découlent deux propositions spécifiques. D'abord, la massification du crédit a une influence significative sur le développement de l'entrepreneuriat gabonais. Ensuite, la pérennisation des institutions de microfinance a une influence significative sur le développement de l'entrepreneuriat gabonais.

3. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Pour examiner la validité empirique du modèle proposé, une enquête a été menée auprès des Petites et Moyennes Entreprises et Industries (PME/PMI), clientes de la Financière Africaine de Micro-projets (FINAM) et du Fond d'Aide et de Garantie (FAGA), deux institutions de microfinance implantées à Libreville au Gabon. En administrant un questionnaire structuré en trois thèmes (la massification du crédit, la pérennisation des institutions de microfinance et

le développement de l'entrepreneuriat) auprès de 140 clients des institutions de microfinance nous avons obtenu 114 réponses, soit un taux de 81 %. Cette collecte de données a été effectuée par des interviews directes. Le traitement de données a été fait à l'aide du logiciel SPSS 11.0. La régression linéaire est la méthode d'analyse de données retenue pour tester l'ensemble des relations susceptibles d'exister entre les variables.

Tableau 1 : Synthèse des concepts et variables de recherche

Niveaux	Concepts	Variables	Définition du construit de la variable
Microfinance	Massification du crédit (MSC)	Vulgarisation des microcrédits (VDM)	Désigne les campagnes de communication visant un large public pour faire connaître les microcrédits
		Facilité de prêt et accessibilité massive (FPA)	Désigne les facilités offertes aux populations démunies pour accéder aux crédits
		Stratégies d'accompagnement des emprunteurs démunis (SAE)	Désignent les stratégies de soutien et d'accompagnement des personnes ayant obtenus ces microcrédits afin de réduire le taux d'échec
		Proximité géographique des services financiers (PGS)	Désigne la couverture territoriale des services de microfinance et son rapprochement avec sa cible
	Pérennisation des IMF (PIMF)	Fourniture durable des services financiers (FDS)	Désigne l'horizon temporel du microcrédit en termes de mois ou d'années
		Disponibilité des programmes de microcrédits (DPM)	Désigne la disponibilité des fonds afin d'éviter les files ou délais d'attente longs
		Longévité territoriale des institutions (LTI)	Désigne l'horizon temporel sous l'angle de la localisation territoriale
		Viabilité financière et technique (VFT)	Désigne la capacité financière et technique de l'IMF
Développement de l'entrepreneuriat	Création d'entreprises	Taux de création d'entreprises (TCE)	Désigne le nombre d'entreprises créées
	Création de valeurs	Revenus distribués (RED)	Désigne le nombre de revenus ou de salaires distribués dans l'entreprise en question
	Création d'emplois	Nombre d'emplois créés (NEC)	Désigne le nombre d'emplois réels créés.
	Réduction du chômage	Taux de chômage (TDC)	Désigne l'impact de la création d'emplois créés sur le nombre de chômeurs restant.

4. RÉSULTATS ET DISCUSSION

Les résultats révèlent que la microfinance n'influence pas significativement le développement de l'entrepreneuriat gabonais. Nous comprenons donc, à juste titre, que même si la microfinance est considérée comme un outil de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement, son utilité pour le développement de l'entrepreneuriat reste encore à démontrer dans le contexte gabonais.

Concernant l'hypothèse générale de recherche, les résultats révèlent que la microfinance influence significativement le développement de l'entrepreneuriat gabonais. Nous comprenons donc, à juste titre, que même si la microfinance est considérée comme un outil de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement; son utilité pour le développement de l'entrepreneuriat reste encore à démontrer dans le contexte gabonais.

Premièrement, la massification du crédit n'a que peu d'impact sur le développement de l'entrepreneuriat au Gabon. Les microcrédits accordés par les institutions de microfinance sont une aide intéressante pour les micro-entrepreneurs. Toutefois, cette aide semble non suffisante pour assurer le développement de l'entrepreneuriat par le canal de la création des activités génératrices de revenus permettant la création de valeur, d'emplois et la réduction du chômage.

Deuxièmement, la pérennisation des institutions de microfinance, en termes de disponibilité des programmes de microcrédits, de leur viabilité financière et technique et de la longévité territoriale de l'institution, n'influence pas non plus le développement de l'entrepreneuriat au Gabon. Même si les micro-entrepreneurs ont accès aux fonds des programmes de microcrédits bien rodés par des institutions de microfinance longtemps ancrés sur le territoire, il n'en demeure pas moins que ce soutien tech-

nique n'est pas garant de leur succès en affaires. Si l'argent est le nerf de la guerre, il ne peut en être dit autant à propos du développement de l'entrepreneuriat gabonais.

Force est de constater, à la lumière de ces résultats, que le rôle joué par la microfinance dans des contextes africains et ailleurs est peu

CONCLUSION

Cette étude ne corrobore pas les résultats des travaux, qui ont démontré le rôle de la microfinance dans le développement de l'entrepreneuriat, en général et celui de la massification du crédit et de la pérennisation des institutions de microfinance, en particulier.

Cette étude ne corrobore pas les résultats des travaux, qui ont démontré le rôle de la microfinance dans le développement de l'entrepreneuriat, en général et celui de la massification du crédit et de la pérennisation des institutions de microfinance, en particulier. Les conclusions de cette recherche relance sur le plan théorique le débat du lien entre la microfinance et le développement de l'entrepreneuriat. Ces conclusions invitent à explorer d'autres avenues de recherche possibles pour expliquer l'impact de la microfinance sur le développement de l'entrepreneuriat au Gabon. Puisque la réflexion est actuellement axée sur la professionnalisation des institutions de microfinance, nos conclusions devraient la ramener sur le rôle de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté dans les milieux urbains, périurbains et ruraux. Il s'agit aussi de réfléchir sur l'adéquation entre les crédits offerts par les institutions de microfinance et les besoins de leurs usagers.

Au plan managérial, l'étude recommande aux institutions de microfinance de questionner leurs stratégies d'intervention quant aux rôles qui leur sont assignés par les organismes internationaux dans la réduction de la pauvreté, en vue de contribuer à l'atteinte des OMD. Cette étude suscite également l'intérêt de voir dans quelle mesure les performances des institutions de microfinance au Gabon peuvent être améliorées

solide au Gabon, du moins lorsqu'elle est vue sous l'angle de la massification du crédit et de la pérennisation des institutions de micro-finance. Il y a lieu de vérifier l'impact de la microfinance sur le développement de l'entrepreneuriat en utilisant d'autres variables de mesure de la microfinance.

pour que leur contribution au développement de l'entrepreneuriat soit plus efficace et efficiente. Ces résultats amènent aussi à réfléchir sur la nécessité de la création des réseaux d'épargne à la fois par les pouvoirs publics et les épargnants eux-mêmes. Du côté des pouvoirs publics, ces réseaux permettront de mieux encadrer les promoteurs des activités de microfinance (formation et suivi des activités en dehors du simple financement). Du côté des épargnants, ces réseaux permettront de mobiliser le maximum de personnes afin de mutualiser les expériences en partageant les informations, en minimisant les risques et en accroissant les chances de succès des micro-projets individuels et collectifs.

Le système financier formel n'a pas permis l'épanouissement et le développement de petites activités génératrices de revenus, compte tenu de l'application des taux d'intérêt élevés et de l'exigence des garanties. Le recours à la microfinance en tant que moyen complémentaire devrait être pensé en fonction des spécificités propres à l'économie et à la culture entrepreneuriale du Gabon. Cependant, il est plausible de croire que la microfinance a un impact non négligeable sur les conditions de vie (sécurité alimentaire, autonomie des femmes, éducation et santé) des populations gabonaises « vulnérables ».■

BIBLIOGRAPHIE

¹Tchouassi, G. (2002). « Épargne des femmes au Cameroun : Épargne individuelle, épargne collective ou épargne solidaire », Communication aux deuxièmes rencontres inter – universitaires de l'économie sociale et solidaire, sur le thème : sens et portée de l'économie solidaire, 5-7 février, Lyon, France.

²Elounda, O. Z. (2007). « Portée et performances financières des Institutions de Microfinance d'Afrique Centrale : quel commentaire? », rapport de recherche, Yaoundé – Cameroun.

³Mbeng, E. F. (2002). « L'incubateur d'entreprises : moyen de promotion de la PME /PMI gabonaise? », *Actes du 6e CIFEPME*, HEC Montréal, Canada.

⁴Eyada, A. T. (2007). « Mode de gouvernance et pérennité des établissements de microfinance en Afrique Centrale », *La Microfinance, outil de financement pour l'économie sociale et informelle en Afrique Centrale*, Journée de la microfinance. Presse de l'UCAC, Douala, Cameroun.

⁵Mayoux, L., (1998). « L'empowerment des femmes contre la viabilité? Vers un nouveau paradigme dans les programmes de micro crédit », in *les silences pudiques de l'économie, Économie et rapports sociaux entre hommes et femmes*, pp 73-97.

⁶Littlefield, E. et Rosenberg R. (2004). « Le microfinancement et les pauvres. La démarcation entre microfinancement et secteur financier s'estompe », *Finances et Développement*, juin, pp 38-40.

⁷Jensen, M.C., et Meckling, W. (1976). « Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Cost and Ownership Structure », *Journal of financial Economic*, vol. 3, N°3.

⁸Vestraete, T. et Fayolle, A. (2005). « Paradigmes et entrepreneuriat », *Revue de l'entrepreneuriat*, vol. 4, N° 1; pp.33-52.

⁹Shane, S. et Venkataraman, S. (2000). « The Promise of Entrepreneurship as a Field of Research », *Academy of management Review*, Vol.25, n° 1, pp 217 -226.

¹⁰Garther, W. B. (1995). « Aspects of Organizational Emergence », in Bull et al., *Entrepreneurship – Perspectives on Theory Building*, Pergamon.

¹¹Bruyat, C. et Julien, P.A. (2001). « Defining the field of research in entrepreneurship », *Journal of Business Venturing*, vol. 16, n° 2, pp. 165-180.

¹²Messenghem, K. (2006). « L'entrepreneuriat en quête de paradigme : apport de l'école autrichienne », *Actes du 8e CIFEPME*, octobre, Fribourg, Suisse.

¹³Woller, G., Dunford, C. et Woodworth W. (1999). « Where to Microfinance », *Draft paper*, 25 p.

¹⁴Julien, P.A, Toulouse, J.M., Ramangahaly, C., et Morin, M. (1998). « Comportements d'information, compétitivité et performance des PME exportatrices », 4^e Congrès international francophone de la PME, Metz, France.

¹⁵Bayad, M. & Garand, J. D. (1998). « Vision du propriétaire – dirigeant de PME et processus décisionnel : de l'image à l'action », 4^e Congrès international francophone de la PME, octobre, Metz, France.